

**PRÉFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme BRUNO

☎ 04.91.15.64.65

EB/MR

N° 97-28 C

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE
ET DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

**concernant la carrière sise à AIX-EN-PROVENCE
lieux-dits "Les Tuileries, L'Oratoire et La Poucelle"**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

VU le Code Minier,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté préfectoral n° 82-28 du 2 novembre 1982 autorisant la Société des Tuileries de Marseille et de la Méditerranée à exploiter une carrière d'argile à AIX-EN-PROVENCE, lieux-dits "Les Tuileries, L'Oratoire et La Poucelle",

VU la demande, en date du 4 novembre 1996, parvenue à la préfecture le 12 novembre 1996, par laquelle la Société Matériaux de Construction International dont le siège social est "Les Miroirs" 18, Avenue d'Alsace - 92400 COURBEVOIE, sollicite l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée sise à AIX-EN-PROVENCE, lieux-dits "Les Tuileries, L'Oratoire et La Poucelle", aux lieux et place de la Société des Tuileries de Marseille et de la Méditerranée,

VU les renseignements joints à la demande précitée,

VU le courrier en date du 4 décembre 1996, par lequel la Société des Tuileries de Marseille et de la Méditerranée déclare avoir vendu, en 1988, les parcelles n°s KM 81,82 et 92 d'une surface totale de 6 ha, 24 a 5 ca initialement comprises parmi celles portant l'autorisation d'exploiter accordée par arrêté du 2 novembre 1982,

.../...

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 9 décembre 1996,

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 7 février 1997,

SUR LA PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1er :

La Société Matériaux de Construction International susvisée est autorisée à se substituer à la Société des Tuileries de Marseille et de la Méditerranée pour l'exploitation d'une carrière d'argile sur le territoire de la commune d'AIX-EN-PROVENCE, lieux-dits "Les Tuileries, L'Oratoire et La Poucelle", dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter en date du 2 novembre 1982 accordée à son prédécesseur.

ARTICLE 2 :

Les prescriptions de l'article 2-1° de l'autorisation susvisée relatives aux numéros de parcelles et à la surface sont modifiées comme suit :

ARTICLE 2-1° :

"Conformément au plan au 1/2000^{ème} joint à la demande et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes :

- Section KN : parcelles n^{os} 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 28, 29, 46, 73, 74 et 77 ;
- Section KM: parcelles n^{os} 74, 93, 60 et 64 ;

d'une superficie d'environ 28 ha 75a".

ARTICLE 3 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue sur le site de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Une copie de l'arrêté d'autorisation sera déposée en Mairie d'AIX-EN-PROVENCE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en Mairie d'AIX-EN-PROVENCE pendant une durée minimale d'un mois.

Le même extrait sera affiché de façon visible sur le site de la carrière.

Enfin, un avis sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 :

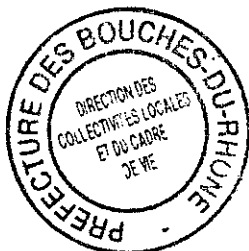
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
 - Le Maire d'AIX-EN-PROVENCE,
 - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
 - Le Directeur Régional de l'Environnement,
 - Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
 - Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
 - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 - Le Chef du Service Départemental de l'Architecture,
 - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le 11 FEV. 1997

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,


Martine INVERNION



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre SOUBELET